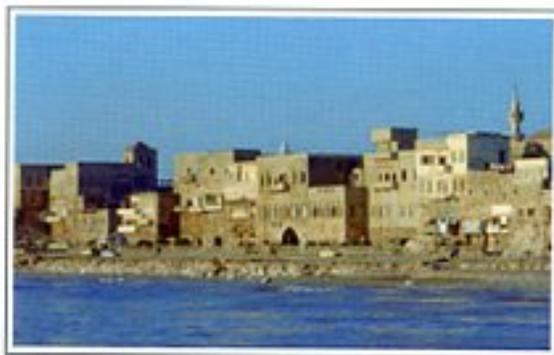


Fabrice Balanche

# La région alaouite et le pouvoir syrien



les éditions **KARTHALA**

Fabrice Balanche

## La région alaouite et le pouvoir syrien

Population rurale pauvre, taxée d'hérésie, en butte à l'hostilité de la bourgeoisie urbaine, les alaouites étaient encore considérés, dans les années 1930, comme des « attardés de l'histoire » (J. Weulersse). Trois décennies plus tard, ils font une entrée éclatante sur le devant de la scène syrienne et proche-orientale avec le coup d'État de l'un des leurs, Hafez Al Assad. Le berceau territorial de la communauté alaouite, longtemps sous-développé, devient le vivier des hommes forts du régime.

En analysant les dynamiques à l'œuvre dans le destin d'une région syrienne, sur quelques décennies, ce livre dessine une étonnante histoire de territoire et de pouvoir.

Le pays alaouite, sur la frange côtière de la Syrie, hérite de la période ottomane un statut de périphérie lointaine, une situation de quasi-relégation. Unique fenêtre maritime du pays, il reçoit finalement l'attention des dirigeants baathistes à partir des années 1960. Les politiques volontaristes d'aménagement du territoire désenclavaient cet espace : il devient une région intégrée.

Mais dans la Syrie baathiste, la politique territoriale est indissociable d'une volonté de contrôle central. Pour la région côtière, il apparaît de plus en plus clairement qu'avec Hafez Al Assad, la contrepartie de l'intégration, c'est la clientélisation. Choyée par le régime, la communauté alaouite en est dépendante. Cette relation est un facteur essentiel de la production du nouvel espace régional, et révèle avec une acuité particulière l'ambiguïté fondamentale d'un régime qui, malgré un discours laïc d'unité nationale, joue sur des lignes de fracture communautaires. L'intégration régionale prend en effet des allures de revanche des campagnes alaouites sur les villes sunnites. Les alaouites jouissent d'un accès privilégié à l'emploi et aux postes de direction dans le secteur public industriel, dans l'administration et dans l'armée. L'économie privée en revanche leur reste peu ouverte.

Aussi la timide libéralisation déclenchée dans les années 1990, prélude au « capitalisme des copains » de la Syrie d'aujourd'hui, va-t-elle renvoyer une partie de la communauté alaouite aux limites de son intégration. Tandis que la nouvelle configuration économique réactive la bourgeoisie industrielle et commerçante sunnite et chrétienne, l'affaiblissement des moyens de l'État remet en question les opportunités sociales offertes aux alaouites.

Tout se passe comme si la région côtière, à l'image de la communauté alaouite elle-même, se trouvait à l'aube d'une nouvelle périphérisation dans l'espace politique et économique syrien.

*Fabrice Balanche est chercheur associé au GREMMO et rédacteur en chef de la revue en ligne Villes et territoires du Moyen-Orient. Agrégé et docteur en géographie, il fait un premier séjour au Moyen Orient en 1990. Depuis, il a vécu une dizaine d'années entre la Syrie et le Liban, terrains privilégiés de ses recherches de géographie politique.*



9 782845 868182

ISBN : 978-2-84586-818-2

## INTRODUCTION

En conclusion de son étude sur « le pays des Alaouites », effectuée dans les années 1930, le géographe Jacques Weulersse s'interrogeait en ces termes :

« Comment envisager l'avenir des populations alaouites, placées aujourd'hui par la destinée dans une situation aussi incertaine, et bien incapables par surcroît de décider de leur propre sort ? Nous avons vu, en effet, combien amorphe était leur état social et combien décevants les espoirs que l'on pouvait concevoir sur une évolution rapide de leur part. Mais peut-on tenir rigueur à ces attardés de l'histoire ?<sup>1</sup> »

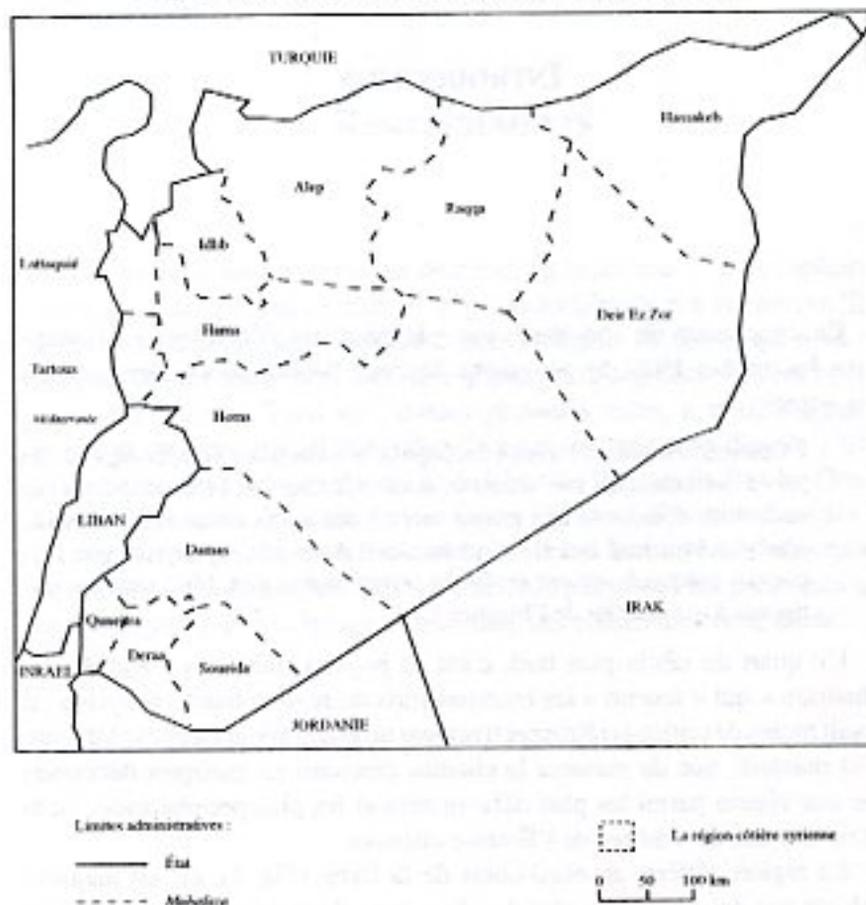
Un quart de siècle plus tard, c'est ce pays alaouite des « attardés de l'histoire » qui « fournit » les hommes forts du régime baathiste syrien : il s'agit moins de critiquer rétrospectivement un grand géographe-explorateur, à sa manière, que de mesurer le chemin parcouru en quelques décennies par une région parmi les plus défavorisées et les plus périphériques de la Syrie née des décombres de l'Empire ottoman.

La région côtière, au nord-ouest de la Syrie (Fig. 1), est en majorité habitée par des alaouites (plus des deux tiers de la population), aux côtés des musulmans sunnites et d'une minorité chrétienne et ismaélienne ; elle est l'unique territoire de référence d'une communauté alaouite qui n'a aucune ramification connue au-delà de son berceau originel montagnard local, le *Jebel Ansariyeh* (Fig. 2). Avantage considérable de situation, cette région est la seule façade maritime de la Syrie. Elle est, par conséquent, celle dont l'ouverture sur la mer Méditerranée sera mise à profit par les dirigeants baathistes dès leur prise du pouvoir en 1963 pour y impulser une dynamique spatio-économique, sociale et politique exceptionnelle par rapport au reste du pays.

Depuis l'ouverture économique de 1991, un tournant est en train de se produire : l'ancienne région vitrine et modèle du développement façon

<sup>1</sup> WEULERSSE 1940, p. 377.

Figure 1 : La région côtière dans le territoire syrien.

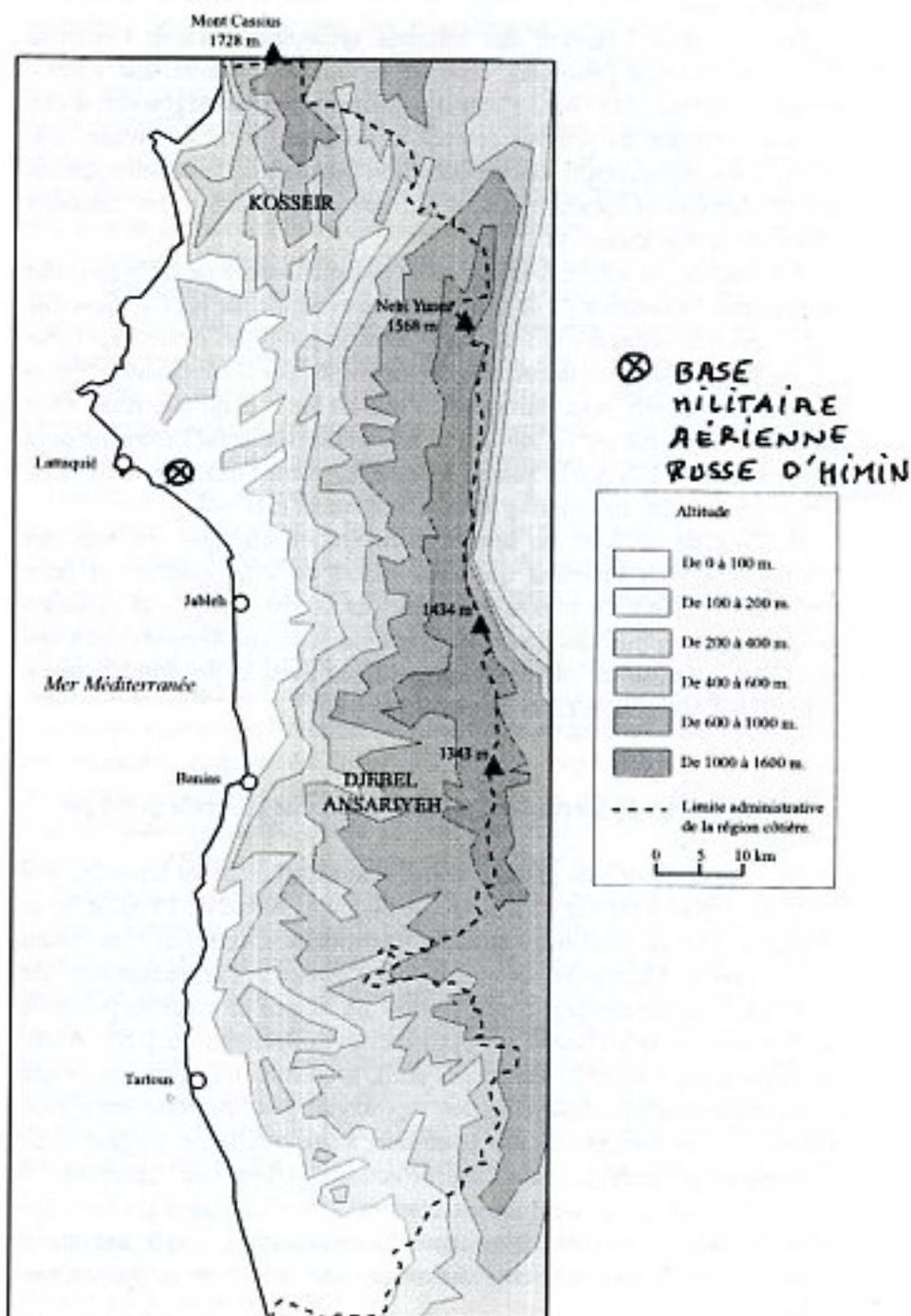


Baath est en nette perte de vitesse, et les nouveaux investisseurs boudent la région côtière. Malgré (ou à cause de) son « passif » de région choyée par le pouvoir, celle-ci présente pourtant des avantages physiques et techniques incontestables, au plan économique. Comment se fait-il que les investisseurs privés, au lieu d'utiliser les infrastructures considérablement développées en quelques décennies dans l'unique région littorale du pays, ses capacités industrielles d'accueil inégalées (sur le papier du moins), et malgré un potentiel touristique unique, s'en détournent ?

Dans cette étude, une question centrale nous préoccupera : pourquoi cette région, à l'évidence favorisée par le pouvoir baathiste, reste-t-elle aujourd'hui mal insérée dans l'espace national ?

Il sera important de comprendre, à travers le fonctionnement de cette région, la relation entre le pouvoir syrien et ses territoires, dans un pays tenu

Figure 2 : Le relief de la région côtière syrienne.



d'une main de fer depuis des décennies par une famille-clan « dynastique », celle des Assad.

Quel est donc l'objectif des autorités syriennes ? Asseoir l'emprise d'une communauté (alaouite), celle de la famille régnante, sur « son » territoire régional ? Ou bien s'agit-il également, et plus largement, d'une volonté classique du pouvoir central de dominer, en la favorisant, une région – *via* par exemple des services à la population, le développement des infrastructures locales, en bref *via* une clientélisation des habitants (alaouites et non alaouites) ?

À l'évidence, une lecture uniquement communautaire ne suffit pas pour comprendre l'évolution de la région côtière syrienne sur près de quarante ans : il est nécessaire d'introduire le prisme du politique. Notre hypothèse est que la dynamique de développement impulsée par le haut dans la région du Jebel Ansariyeh, pour puissante qu'elle ait été – et qu'elle reste – n'a pas abouti à son but prévu, attendu : l'intégration totale de l'ancien « pays des Alaouites » à la Syrie baathiste actuelle, voire l'émergence de cette région comme une locomotive du développement national.

Il s'agit de réfléchir en termes d'intégration ambiguë, en tout cas incomplète : pour étonnant que cela puisse en effet paraître et pour différentes raisons, la région d'origine des Assad, malgré sa situation géographique unique, des investissements massifs exceptionnels consentis par l'État baathiste et sa proximité politique avec le pouvoir, demeure aujourd'hui une périphérie économique du pays.

### **L'aménagement du territoire : un instrument de contrôle politique**

Si, dans la foulée de grands projets d'aménagement du territoire mis en place depuis l'arrivée au pouvoir de Hafez Al Assad en 1970, la Syrie entière a vécu de profondes mutations territoriales, celles-ci témoignent d'une vision totalement politique de l'espace : l'aménagement du territoire a été uniquement conçu comme un moyen de contrôle politique de l'espace, et non comme un outil de développement du pays. Ainsi, théoriquement, l'agrandissement des ports, la construction d'une autoroute et les implantations industrielles sont des actions justifiées dans une région littorale ; elles doivent à la fois contribuer à une meilleure intégration de cette région périphérique dans l'espace national et desservir l'ensemble du territoire. Mais qu'en a-t-il été exactement ? Aménagement du territoire dans un souci d'égalité, favoritisme communautaire, repli identitaire ou confusion de tout cela en fonction des moyens et de la conjoncture politique ?

Le projet du pouvoir pour la région côtière détermine les modalités de l'intégration de celle-ci à l'espace syrien et organise ses structures spatiales ; cela n'exclut pas des mouvements contradictoires d'origine locale, intégrateurs ou désintégrateurs, puisque l'État n'est évidemment pas le seul dépositaire du pouvoir ni le seul acteur de l'espace. Il faudra également s'interroger sur le concept d'intégration dans un pays du Tiers Monde : l'intégration nationale est le leitmotiv de ces pays depuis leur indépendance et, en théorie, l'aménagement du territoire est conçu dans ce but, avec un primat de l'économie considérée comme le facteur principal de tout processus d'intégration, les particularismes locaux devant disparaître avec l'intégration au marché. Or, nous le constaterons pour le cas de la région côtière, loin de se réduire, ces particularismes reviennent en force.

Depuis l'indépendance et jusqu'à l'Union avec l'Égypte (1945-1958), l'instabilité politique de la Syrie n'a pas permis la mise en place d'une véritable politique d'aménagement du territoire. Les gouvernements successifs ont suivi une politique économique libérale, qui limitait naturellement les interventions de l'État. À la fin des années 1950, un véritable fossé séparait les grandes villes (Damas, Alep, Homs et Hama) – celles qui fournissaient l'essentiel du personnel politique syrien – et le reste du pays. De tels écarts économiques et sociaux ont pavé le terrain de profondes dissensions politiques internes, qui ont conduit à « l'expérience » de l'Union avec l'Égypte nassérienne en 1958, puis au coup d'État militaire baathiste en 1963. Le nouveau personnel politique (baathiste) était essentiellement originaire des périphéries délaissées et des communautés minoritaires (alaouites, druzes, ismaéliens...). À la suite de conflits au sein du parti Baath et de l'armée, c'est une *'assabiyya'*<sup>2</sup> à majorité alaouite menée par le général Hafez Al Assad qui s'empare du pouvoir en 1970 via le « Mouvement de rectification »<sup>3</sup>.

Les nouveaux dirigeants syriens, bien qu'issus des régions périphériques, se sont efforcés de consolider la centralisation politique et économique du pays autour de Damas, notamment en créant un réseau de transports terrestres rayonnant autour de la capitale au détriment de la bicéphalie traditionnelle Damas-Alep. En outre, le maillage administratif du pays est resserré au niveau des mailles de rang inférieur, *nahya* (canton), ou moyen, *mantiqa* (département) : c'est à cette échelle que les structures d'encadrement de la population sont en effet les plus efficaces (Fig. 3). Le choix des chefs-lieux n'est pas lié à des critères objectifs en matière d'aménagement spatial ; à de

<sup>2</sup> Sur la définition du concept de *'assabiyya*, voir p. 145.

<sup>3</sup> « Rectification » car, selon Hafez Al Assad, la révolution baathiste prenait une mauvaise direction à la fin des années 1960.



rare exceptions près, les localités promues sont celles qui disposent des plus importants appuis politiques, car la concurrence est forte entre les localités pour accéder aux ressources de l'État. Le village de la famille Assad, Qardaha, dans la *muhafaza* de Lattaquié, est ainsi élevé au rang de chef-lieu de *mantiqa*, tout comme Rastan, dans la *muhafaza* de Homs (localité d'origine de l'ancien ministre de la Défense, l'influent Mustapha Tlass). Les généraux alaouites se sont efforcés d'activer la promotion de leurs villages au moins en chefs-lieux de *nahya* : ce n'est pas un hasard si les *muhafaza* alaouites de la côte (Lattaquié et Tartous) comptent 25 % des chefs-lieux de *nahya* du pays avec moins de 10 % de la population et 2 % du territoire !

Une vaste réforme agraire a été par ailleurs lancée, très rapidement (1963-1964), afin de démanteler les grands domaines agricoles au profit de la petite propriété paysanne ; si, en raison de leur propre origine rurale, les nouveaux dirigeants syriens étaient sensibles à la misère de la paysannerie (70 % de la population en 1960), dans le même temps, ils élargissaient par cette réforme la base sociale du parti Baath (les campagnes sont encore à l'heure actuelle le plus fort soutien du régime).

Le régime baathiste a également pris en main l'industrialisation du pays. À travers les plans quinquennaux de développement, il affirmait une volonté d'utiliser le secteur public industriel comme vecteur de l'intégration économique. Dans ce but, il fallait développer un tissu d'industries industrialisantes complémentaires à l'échelle nationale : ces industries devaient valoriser en priorité les matières premières locales, créer des emplois et susciter un développement économique autonome. En réalité, les industries ont été utilisées en fonction des seuls intérêts étroits du régime, ceux du clientélisme politique.

Ainsi, la politique volontariste menée par les différents gouvernements baathistes n'a pas eu pour but principal de résorber les déséquilibres spatiaux, mais de renforcer le pouvoir central par une clientélisation totale de la société syrienne. Hafez Al Assad n'a pas créé les clivages communautaires, constitutifs de la société syrienne, mais il les a habilement utilisés en entretenant les rivalités entre les différents groupes. La stabilité d'un tel « système Assad » était assurée à la fois par une répression féroce et par un État-providence longtemps entretenu par les transferts financiers des pays arabes pétroliers.

### **Une libéralisation économique contrôlée**

Les infrastructures de transport, l'achat d'usines clé en main à l'étranger, la multiplication des découpages administratifs, la généralisation de

l'enseignement, de la médecine et d'autres services de base ont été financés par les aides des pays arabes pétroliers de 1973 à 1987 (au cours de cette période, on estime que 30 % du budget syrien était alimenté par des fonds extérieurs), puis partiellement par les exportations de pétrole, sans oublier l'endettement vis-à-vis de l'étranger (les ex-pays communistes d'Europe de l'Est en particulier). Des dépenses de plus en plus importantes et des recettes en baisse provoquent une grave crise économique au milieu des années 1980 : les investissements publics étaient le moteur de l'économie syrienne, et la contraction des dépenses publiques entraîne dans sa chute le secteur privé.

La libéralisation économique (« *infatih* ») enclenchée en Syrie via la loi n° 10 en 1991 est plus subie que voulue par le pouvoir : son application sera ralentie par l'appareil bureaucratique, voire par la présidence lorsque celle-ci sent que cette loi menace son pouvoir. Dans les dernières années de sa vie, Hafez Al Assad a même complètement bloqué un *infatih* qu'il disait pourtant avoir impulsé. À partir de l'année 2000, le pays évoluera avec Bachar Al Assad vers un « capitalisme des copains<sup>4</sup> ». Les monopoles d'État sont privatisés au profit de la famille et des proches du président. Des alliances se tissent avec la bourgeoisie économique qui doit partager ses bénéfices avec les barons du régime pour avoir le droit de travailler sans entrave et, pour les plus privilégiés, obtenir des avantages.

Selon les statistiques fournies par le Haut Conseil de l'investissement chargé du suivi de la loi n° 10, de 1991 à 2000, 50 % des projets sont réalisés à Damas et 25 % à Alep : les régions périphériques sont délaissées par les investissements privés. Depuis 1990, l'espace économique syrien renoue donc clairement avec les déséquilibres spatiaux pré-baathistes, lorsque Damas et Alep concentraient 80 % des entreprises industrielles et commerciales. La bourgeoisie des grandes villes se renouvelle, alors que les périphéries restent soumises à – ou assistées par – la structure politique baathiste.

Tel est le cas de Lattaquié, principal port de la Syrie et première ville du littoral : la majorité de la population y est aujourd'hui de confession alaouite, mais elle reste en marge de l'économie de la ville. Plus de 80 % des actifs alaouites de Lattaquié travaillent dans le secteur étatique (une majorité de ces emplois est du chômage déguisé) contre seulement 40 % des sunnites et 50 % des chrétiens<sup>5</sup>. La présence des alaouites dans le milieu des entrepreneurs privés à Lattaquié est mineure, en tout cas très

<sup>4</sup> GOBE 1997.

<sup>5</sup> Enquête personnelle réalisée en 1994.

inférieure à leur poids démographique dans la ville. Si cela s'explique en partie par le fait qu'ils ne se sont massivement installés en ville que depuis une quarantaine d'années (depuis l'instauration du régime baathiste), leur proximité avec le pouvoir politique leur donne par ailleurs accès, de façon privilégiée, à des postes dans le secteur étatique.

Dans le monde méditerranéen, la culture d'entreprise est classiquement basée sur une armature triple : la famille élargie, une tradition marchande séculaire et une crainte viscérale de l'État<sup>6</sup> ; ainsi, les entrepreneurs qui bénéficient des plus grandes facilités de crédits ne sont pas ceux qui possèdent les projets les plus crédibles, mais ceux dont la réputation familiale est la meilleure. De fait, la bourgeoisie traditionnelle en Syrie, même si elle a été mise à mal par les nationalisations et la réforme agraire, dispose grâce à son capital social d'un potentiel économique plus important que celui d'entrepreneurs issus des classes populaires ou de la nouvelle bourgeoisie. L'appartenance à la communauté alaouite, longtemps considérée comme hérétique par l'islam sunnite et encore aujourd'hui par une grande partie de la population, est en réalité un handicap supplémentaire pour les entrepreneurs.

### **La périphérisation de la côte signifie-t-elle la périphérisation politique des alaouites ?**

Comment faut-il lire l'évolution actuelle de la région côtière par rapport au reste du pays ? Le régime alaouite a-t-il complètement tourné le dos à « sa » région, ou bien faut-il plutôt comprendre qu'un certain relâchement de l'attention de la part du centre soit « normal » au bout de quarante ans de pouvoir ? La loi n° 10, synonyme d'une certaine libéralisation de l'économie syrienne, a-t-elle signifié à partir du début des années 1990 un ralentissement, voire un tassement des programmes de développement (décidés par le centre) pour le *Jebel Ansariyeh* ? Quels sont les acteurs qui, en haut de la hiérarchie politico-économique, ont pu peser dans le sens d'un déclin du « favoritisme » ? Autrement dit, peut-on déceler des symptômes de baisse de la clientélisation de la région autrefois choyée par Hafez Al Assad ?

Depuis l'arrivée de Bachar Al Assad à la tête de l'État (2000) et à l'aune des développements les plus récents dans une région moyen-orientale constamment au bord de l'explosion (Irak, Iran, Palestine),

<sup>6</sup> Selon la triade établie par Pérez 1994.

comment peut-on analyser la relation entre le pouvoir central syrien et ses périphéries, notamment la périphérie côtière ? S'agit-il également d'une périphérisation politique de la communauté alaouite ?

La première partie de cet ouvrage analyse la croissance rapide d'une région favorisée et clientélisée par le pouvoir. La politique d'aménagement du territoire du régime baathiste sur l'organisation de la région côtière syrienne a fait passer celle-ci d'une région périphérique à une région intégrée. Mais si le niveau de vie s'est élevé et si l'agriculture est prospère, la fonction industrialo-maritime est peu mise en valeur. Est-ce conséquence du dirigisme économique, qui conduit à une certaine fermeture de la Syrie, et donc à une moindre mise en valeur du portuaire ? d'une société locale d'origine rurale et agricole ? d'un développement national considéré comme un moyen de contrôle plutôt qu'une fin en soi ? d'un mode de développement qui montre ses limites en matière de développement économique ?

La seconde partie examine l'hypothèse d'une périphérisation de la région alaouite. Le mode de développement appliqué à la Syrie, et en l'occurrence à la région côtière, ne peut se détacher des conditions sociales locales. À partir de 1970, le régime baathiste est contrôlé par un clan alaouite originaire du nord de la région côtière. La *'assabiyya* des Assad s'efforce de clientéliser la communauté alaouite qui lui sert de soutien au niveau national pour contrôler la Syrie. La relation privilégiée entre le pouvoir et la communauté alaouite est un facteur essentiel de la production du nouvel espace régional. L'intégration régionale prend des allures de revanche des campagnes alaouites sur les villes sunnites. Les clivages ancestraux entre alaouites et sunnites s'estompent à peine dans la nouvelle société urbaine. Dans la région côtière, les alaouites s'identifient pleinement au régime baathiste et s'appuient sur l'État pour prendre le contrôle des villes. Les sunnites en revanche demeurent dans l'économie privée, l'accès aux postes de direction dans l'administration ou l'armée étant limité pour eux. Cependant, la timide libéralisation économique lancée dans les années 1990 réactive la bourgeoisie industrielle et commerçante sunnite, tandis que la réduction des moyens de l'État affaiblit la communauté alaouite qui n'a pas réussi à s'intégrer dans le secteur privé citoyen. À l'image de la communauté alaouite, la région côtière se trouve en voie de périphérisation dans le nouvel espace syrien qui se forme en ce début de *xxi*<sup>e</sup> siècle.